

**Déclaration du Groupe Africain de Genève présentée  
par le Coordonnateur du Groupe à la CNUCED  
(Tchad) à la douzième session de la Conférence des  
Nations Unies sur le Commerce et le développement  
(CNUCED XII).**

**Accra (Ghana), du 20 au 25 avril 2008**

**Monsieur le Président,**

**Excellences Mesdames, Messieurs les ministres,**

**Mesdames, Messieurs,**

Le Tchad a l'insigne honneur en sa qualité de coordonnateur du Groupe Africain à la CNUCED de vous présenter la déclaration du groupe africain relative à cette douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

Le Groupe Africain exprime tout d'abord toute sa gratitude et sa reconnaissance au gouvernement et au peuple Ghanéen pour l'hospitalité et l'accueil fraternel dont nous avons fait l'objet depuis notre arrivée à Accra.

Le groupe africain tient ici à rendre hommage à la CNUCED qui déploie des efforts non négligeables afin d'apporter à nos pays en développement l'assistance nécessaire pour relever les défis du développement.

M. le Président ;

L'heure n'est plus au discours théorique, mais véritablement à l'action et à l'action concrète. Nous devons sortir de cette Conférence d'Accra avec des résultats tangibles qui permettront à l'Afrique, Continent le plus en retard en termes de développement économique, d'atteindre les objectifs du développement du millénaire.

L'actualité brûlante de l'heure nous montre combien les pays africains connaissent d'énormes difficultés pour réaliser leur potentiel économique et intégrer leurs populations dans les secteurs productifs.

La crise alimentaire qui frappe l'Afrique en ce moment est un exemple frappant qui appelle à une réponse adéquate à cette situation.

Il nous faut une véritable révolution verte pour arriver à une solution durable à cette crise alimentaire. La CNUCED devrait faire des propositions crédibles allant dans le sens de la résolution structurelle de cette crise.

Le Groupe Africain estime que si la mondialisation peut être un atout pour les pays en développement, malheureusement force est de constater qu'elle n'a pas profité au Continent africain.

Selon une étude de la CNUCED, la part des exportations des 50 pays les moins avancés dont la majorité est constitué des pays d'Afrique a chuté de 2,3% en 1969 à 0,8% ces deux dernières années.

Cela montre à suffisance que beaucoup reste à faire et nous pensons qu'il reviendra aux différents acteurs concernés avec l'appui technique de la CNUCED, d'envisager comment repartir plus équitablement les fruits de la mondialisation, de sorte qu'aucun pays, ni aucun segment de la population n'en soit exclu. C'est vers la réalisation de cet objectif que la 12<sup>ème</sup> CNUCED devrait s'acheminer.

Le groupe africain souligne que si l'on n'engage pas des actions concrètes à court et moyen terme, il est peu probable que l'Afrique en particulier la région au subsaharienne atteigne l'objectif du millénaire, en raison de son taux de croissance économique relativement bas.

Pour que nous arrivions à atteindre cet impératif et stimuler le taux de croissance, voir le maintenir à un niveau permettant aux pays africains de réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, il faudra accroître la volume des ressources intérieures et étrangères consacrées au développement et en particulier au programmes de réduction de la pauvreté.

Il est évident que les grands défis économiques auxquels sont confrontés nos Etats dans le cadre du commerce international et dans un contexte de mondialisation déséquilibré, nous conduit a un dosage approprié de politiques publiques.

Il faut mettre en avant la nécessité pour nos Etats, disposant de la marge d'action nécessaire pour concevoir et mettre en œuvre des politiques axées sur nos priorités et tirer le meilleur parti possible des ressources disponibles, de façon à créer un cercle vertueux d'accumulation, d'investissement, de croissance et de réduction de la pauvreté.

Il faut donc donner tout son sens et toute sa cohérence au principe « d'appropriation » de nos politiques économiques tout en développant un secteur privé dynamique.

Le Groupe africain considère que la question des produits de base est une grande priorité pour l'Afrique. Nous soulignons l'importance de la déclaration d'Arusha et celle d'Addis Abeba ainsi que d'autres rencontres internationales.

La CNUCED devrait nous aider dans ses réflexions à aller dans le sens de l'augmentation de la production et de la diversification avec un support technique et technologique, une direction stratégique et un investissement en provenance du secteur public et privé, notamment la création du tissu industriel.

Nous sommes convaincu que la mise en place à la CNUCED d'un Sous programme sur les produits de base va permettre aux pays africains dépendants de ces produits à exploiter les opportunités commerciales en vue de la réduction de la pauvreté et s'acheminer vers le processus de développement.

Nous estimons qu'il faut aussi que la CNUCED met en évidence la question du droit et politique de concurrence dans une cohérence du renforcement de l'équité du système commercial multilatéral pour que nos petites et moyennes entreprises puissent concurrencer dans le respect des règles commerciales internationales et non dans une concurrence déloyale.

Le groupe africain pense que la conclusion rapide des négociations commerciales sur le cycle de Doha prenant en compte la dimension de développement dans le système commercial international, nous permettra de renforcer le processus de développement de l'Afrique. Nous estimons aussi que l'initiative de l'aide pour le commerce contribue à améliorer le dynamisme du développement qui sera enclenché.

Nous encourageons la CNUCED à renforcer et approfondir son travail sur le partenariat Sud-Sud afin que les pays d'Afrique puissent bénéficier des meilleures pratiques et des expériences réussies dans les pays émergents

Le groupe africain réaffirme son soutien pour un renforcement adéquat de la CNUCED dans ses trois piliers.

Nous espérons que cette 12<sup>ème</sup> CNUCED donnera un nouvel élan pour permettre à l'Afrique de sortir de sa situation de pauvreté actuelle.